

**Arrêté préfectoral n° 25EB503**  
portant limitation provisoire des usages de l'eau  
dans le département de la Charente-Maritime  
sur le territoire de l'OUGC Etablissement Public du Marais Poitevin

**A AFFICHER  
DES RECEPTION**

Le Préfet de la Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1 à L.211-10, L.215-7 à L.215-9, L.216.1, L.216.10 et R.211-66 à R.211-70, portant application de l'article L. 211-3, relatif à la limitation ou à la suspension des usages de l'eau ;

**Vu** le Code pénal ;

**Vu** le Code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et L.2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'Etat dans le département en matière de police ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

**Vu** l'arrêté du 3 mars 2022 du préfet de la région Centre, préfet coordonnateur du bassin Loire Bretagne, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'orientation de bassin de Loire-Bretagne du 29 août 2024 ;

**Vu** l'arrêté cadre interdépartemental du 22 mai 2023 délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le bassin versant du marais poitevin situé en régions Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie ;

**Vu** les dispositions proposées par le préfet des Deux-Sèvres :

**Considérant** l'évolution des rivières, des nappes et des niveaux d'eau observés aux stations de suivi ;

**Sur proposition** du délégué inter-services de l'eau et de la nature;



## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : MESURES DE LIMITATION OU DE SUSPENSION PROVISOIRE POUR LES PRELEVEMENTS A USAGE D'IRRIGATION AGRICOLE

Conformément à l'arrêté cadre interdépartemental du 22 mai 2023, les mesures suivantes sont appliquées :

| Zone d'alerte                                           | Indicateur de référence              | Niveau de gravité | Mesures de restriction                                                                                                                                    | Date d'entrée en vigueur |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| Curé-Sèvre Niortaise (MP6)<br>Marais Nord Aunis (MP5.4) | Piézomètre de Forges                 | <b>Vigilance</b>  | Mesures d'information et/ou de limitation des prélèvements d'irrigation agricole gérées dans le cadre du protocole de gestion collective de l'EPMP (OUGC) | 26 mai 2025              |
| Mignon-Courance (MP7)                                   | Piézomètre de Saint Hilaire la Palud | <b>Alerte</b>     | Réduction de 50 % du volume fractionné à la quinzaine                                                                                                     | 09 juin 2025             |
| Marais Vendée (MP5.2)                                   | 9 biefs                              |                   | Sans restriction                                                                                                                                          |                          |
| Marais Sèvre Niortaise (MP5.3)                          | 4 biefs sur 9                        | <b>Vigilance</b>  | Mesures d'information et/ou de limitation des prélèvements d'irrigation agricole gérées dans le cadre du protocole de gestion collective de l'EPMP (OUGC) | 04 août 2025             |

### Article 2 : MESURES DE LIMITATION OU DE SUSPENSION PROVISOIRE POUR LES PRELEVEMENTS AUTRES USAGES DOMESTIQUES ET SECONDAIRES HORS RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Conformément à l'arrêté cadre interdépartemental du 22 mai 2023, les mesures définies à l'annexe 1 du présent arrêté sont appliquées pour chaque zone d'alerte concernée, selon les niveaux de gravité mentionnés ci-dessous :

| Zone d'alerte                                           | Indicateur de référence              | Niveau de gravité | Date d'entrée en vigueur |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|--------------------------|
| Curé-Sèvre Niortaise (MP6)<br>Marais Nord Aunis (MP5.4) | Piézomètre de Forges                 | <b>Vigilance</b>  | 26 mai 2025              |
| Mignon-Courance (MP7)                                   | Piézomètre de Saint Hilaire la Palud | <b>Alerte</b>     | 09 juin 2025             |
| Marais Vendée (MP5.2)                                   | 9 biefs                              | Sans restriction  |                          |
| Marais Sèvre Niortaise (MP5.3)                          | 4 biefs sur 9                        | <b>Vigilance</b>  | 04 août 2025             |

### Article 3 : APPLICATION

Les présentes dispositions mentionnées dans les tableaux des articles 1 et 2 entrent en vigueur le **lundi 04 août 2025 à 08 heures** et le restent tant que les conditions météorologiques actuelles subsisteront et que la prochaine observation de l'état de la ressource ne justifiera pas de mesure nouvelle.

En tout état de cause, elles prendront fin le 31 octobre 2025 à minuit, date de fin de gestion prévue par l'arrêté cadre interdépartemental du 22 mai 2023 susvisé.

### Article 4 : ABROGATION

L'arrêté n°25EB437 du 03 juillet 2025 est abrogé à la date d'application du présent arrêté précisée dans l'article 2.

### Article 5 : SANCTIONS

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R 216-9 du code de l'environnement.



#### **Article 6 : DROITS DES TIERS**

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédents ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

#### **Article 7 : RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de la date de signature, d'un recours gracieux auprès du préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers.

Un recours peut être déposé auprès du tribunal administratif de Poitiers sur l'application internet "Télérecours citoyens", en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, des copies du recours n'ont pas nécessité d'être produites, un enregistrement immédiat étant assuré sans délai d'acheminement.

#### **Article 8 : PUBLICATION**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Charente-Maritime et sur le site internet national VigiEau :

- <https://vigieau.gouv.fr/>

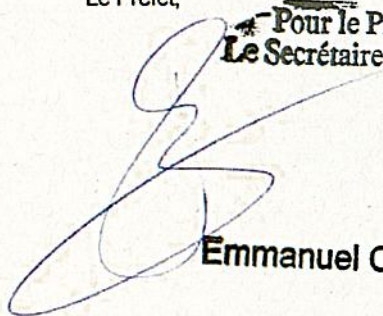
- <https://www.charente-maritime.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Eau-et-milieux-aquatiques/Gestion-quantitative-de-la-ressource/Gestion-etiage/Restrictions-usages-de-l-eau>

#### **Article 9 : EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement de gendarmerie de la Charente-Maritime, le délégué inter-services de l'eau et de la nature, la cheffe de service départemental de l'office français de la biodiversité, la directrice départementale de la sécurité publique, le directeur de l'établissement public du marais poitevin, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie.

La Rochelle, le 01 août 2025

Le Préfet,

 Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Emmanuel CAYRON



**ANNEXE 1**  
**MESURES DE GESTION APPLICABLES AUX PRÉLÈVEMENTS D'EAU**  
**HORS IRRIGATION, SELON LE NIVEAU DE GRAVITÉ DE L'ÉTIAGE**

| Usages                                                                                   | Vigilance                                                                                                 | Alerte                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Alimentation en eau potable<br>(usages prioritaires : santé, salubrité, sécurité civile) | Pas de limitation sauf arrêté municipal spécifique                                                        |                                                                                                                                                                                                                                     |
| Arrosage des massifs fleuris                                                             | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.               | Interdit entre 8 h et 20 h                                                                                                                                                                                                          |
| Arrosage des jardins potagers                                                            |                                                                                                           | Auto-limitation des prélèvements                                                                                                                                                                                                    |
| Arrosage des espaces verts et des pelouses                                               |                                                                                                           | Interdit sauf plantations (arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an avec restriction d'horaire)                                                                                                              |
| Piscines et spas privés (de plus d'1m³)                                                  |                                                                                                           | Interdit de remplissage sauf remise à niveau et premier remplissage, si le chantier avait débuté avant l'entrée en vigueur des restrictions de niveau 2, et uniquement pour un volume destiné à la sécurité et intégrité du bassin. |
| Piscines ouvertes au public                                                              |                                                                                                           | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.                                                                                                                                         |
| Lavage de véhicules et engins nautiques par des professionnels                           |                                                                                                           | Interdit sauf avec du matériel haute pression ou avec un système équipé d'un système de recyclage de l'eau                                                                                                                          |
| Lavage et rinçage de bateaux de plaisance par les particuliers                           |                                                                                                           | Interdit hors installations de carénage autorisées                                                                                                                                                                                  |
| Lavage de véhicules et engins nautiques chez les particuliers                            | Interdit à titre privé à domicile<br>(En application de l'article L 1331-10 du Code de la santé publique) |                                                                                                                                                                                                                                     |
| Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées           | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.               | Interdit sauf si réalisé par une entreprise ou par une collectivité                                                                                                                                                                 |
| Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement                               |                                                                                                           | Interdit sauf circuit fermé                                                                                                                                                                                                         |
| Fonctionnement des douches de plage et de tout autre dispositif analogue.                |                                                                                                           | Interdit entre 11h et 18h                                                                                                                                                                                                           |
| Arrosage des terrains de sport, sols équestres et terrains de sports motorisés           |                                                                                                           | Interdit entre 8h et 20h                                                                                                                                                                                                            |
| Arrosage des golfs<br>(Conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)    |                                                                                                           | Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8 h à 20 h de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 %<br>Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation.     |
| Arrosage des greens et départs de golfs                                                  |                                                                                                           | Interdit de 8h à 20h                                                                                                                                                                                                                |
| Exploitation des sites industriels classés ICPE                                          | Dès le passage en vigilance sécheresse, les exploitants ICPE sont tenus de s'informer                     | Dès le passage en seuil d'alerte, les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont                                                                                                          |



| Usages                                                                                                                                                                                                                                                                | Vigilance                                                                                                                      | Alerte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                       | des restrictions d'usage qui leur sont applicables et de sensibiliser leur personnel aux règles de bon usage d'économie d'eau. | <p>reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf démonstration d'une impossibilité technique comme par exemple un impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.</p> <p>Les ICPE mettent en œuvre les mesures prévues dans la réglementation qui leur est applicable et notamment leurs arrêtés préfectoraux complémentaires individuels, comme la réduction des volumes prélevés, de façon à les prioriser tout en garantissant la sécurité des installations.</p> <p>L'arrosage des pelouses, massifs fleuris et espaces verts des ICPE est soumis aux mêmes règles que celles applicables à ces espaces lorsqu'ils ne relèvent pas d'une ICPE.</p> <p>En cas de prélèvement d'eau, les exploitants des ICPE soumises à autorisation ou enregistrement en relèvent le volume journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national | Sensibiliser les industriels aux règles de bon usage d'économie d'eau.                                                         | <p>– Pour les installations thermiques à flamme, les prélèvements d'eau liés au refroidissement, aux eaux de process ou aux opérations de maintenance restent autorisées, sauf si dispositions spécifiques prises par arrêté préfectoral</p> <p>– Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'environnement.</p>                                                                                                                                      |
| Abreuvement du bétail                                                                                                                                                                                                                                                 | Pas de limitation sauf arrêté spécifique                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Remplissage / vidange des plans d'eau                                                                                                                                                                                                                                 | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.                                    | Interdit sauf pour les usages commerciaux sous autorisation du service de police de l'eau concerné                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Navigation fluviale                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                | <p>Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses</p> <p>Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et les enjeux locaux</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Travaux en cours d'eau                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                | Précautions maximales pour limiter les                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |



| Usages                                                 | Vigilance | Alerte                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                        |           | risques de perturbation du milieu.<br>Obligation de respecter le débit réservé à l'aval des travaux.                                                                                                                                                                    |
| Rejet des stations d'épuration et collecteurs pluviaux |           | Les travaux nécessitant des délestages directs sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé.<br>Rappel : obligation de signaler immédiatement toute pollution à la DDT, service en charge de la police de l'eau. |
| Rejets industriels                                     |           | Les délestages exceptionnels sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé.                                                                                                                                       |